

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LUTTE PROLETARIENNE A AMSTERDAM	p 1
GRECE, la condition ouvrière	p 4
LES MARINS ANGLAIS	p 5
SUR LE VIET NAM ,le monde mystique du paysan	p 7
FRANCE	
Le 17 mai ,le 14 juin	p 9
La réalité quotidienne	
Les luttes	
LLAISONS	p 14
CORRESPONDANCE	P 15
UNE EXPERIENCE OUVRIERE	p 19
LECTURE: militant chez Renault (Mothé)	p 23
PUBLICATIONS	p 26

LE NUMÉRO
0,50 Francs

mensuel

NUMERO 51

JUILLET 1966

Lutte prolétarienne à Amsterdam

(par un camarade hollandais)

I

Les trois premiers jours de la semaine du 13 au 18 juin, la ville d'Amsterdam a connu une atmosphère révolutionnaire. Dans les petites rues du centre et même sur les grands boulevards qui entourent le palais royal, se déroulèrent de violentes bagarres entre la population ouvrière et les forces du maintien de l'ordre existant. Pour ces messieurs, la lutte vint comme un ouragan, leur rappelant les tableaux les plus violents de la lutte de classe; elle étonna les journalistes et tous ceux qui, comme s'il n'y avait pas question d'un développement capitaliste avec ses propres lois, avaient pris la Hollande pour un pays "calme et tranquille" dans lequel des scènes d'insurrection auraient été incroyables et impossibles.

Tout a commencé, comme très souvent dans l'histoire des conflits sociaux, par une démonstration de protestation de la part des ouvriers du bâtiment inorganisés. Leur protestation était dirigée contre les trois syndicats (travilliste, catholique et protestant) de leur branche d'activité. Pour mieux comprendre ce qui s'est passé, il est nécessaire d'entrer dans les détails.

Depuis très longtemps, il existe en Hollande, dans le bâtiment, l'usage des "tickets de vacances". L'ouvrier du bâtiment comme tous les autres travailleurs des autres professions, a droit à une indemnité de congés payés. Partout ailleurs que dans le dans le bâtiment, c'est le patron qui verse cette somme au début des vacances ou à une époque convenue. Dans le bâtiment, il en est autrement. On y rencontre des entrepreneurs qui ont parfois un travail très long, parfois un travail très court. Les ouvriers, engagés seulement pour la durée du travail, dès que l'immeuble ou le pont est construit, cherchent un autre patron qui ait besoin d'eux à ce moment. Il arrive ainsi qu'ils travaillent seulement trois ou quatre mois dans la même entreprise. Lequel alors doit payer l'indemnité de congés payés? Certainement pas celui pour lequel on travaille vers le 15 juillet, date du début des vacances. Pour résoudre ce problème le système des "tickets" a été introduit. Chaque "ticket" correspond à une certaine période de travail; on les garde. Quand les vacances approchent, on peut les échanger contre de l'argent dans un bureau spécial.

Dans ce bureau spécial figurent les syndicats. Ils font cela pour leurs membres comme ils le disent, comme une sorte de service. Ils rendent de cette façon service aussi à leurs patrons qui économisent ainsi tous les frais d'une administration compliquée et onéreuse et les salaires d'un certain nombre d'employés de plus.

Quant aux inorganisés non-syndiqués, pour eux aussi, les syndicats remplissent aussi la fonction de bureau spécial pour l'échange des tickets. Tous les avantages d'un bureau spécial unique auraient disparu s'il avait fallu créer un autre bureau pour les non-syndiqués; et de plus, les syndicats ont toujours dit qu'ils voulaient remplir cette tâche pour les non syndiqués également, d'abord pour obtenir le "droit" de le faire pour leurs membres, ensuite pour des raisons de propagande, pour avoir la possibilité de montrer aux non syndiqués la "bienveillance" et "l'utilité" des organisations syndicales.

Depuis toujours, et par tradition, ce travail au sujet des tickets de vacances est effectué gratuitement comme un service. Il y a quelques mois cependant, patrons

et syndicats se mirent d'accord pour que les syndicats aient le droit de prélever désormais 2% de la somme changée contre des tickets de vacances, ceci en récompense de leur peine. Sur le dos des non syndiqués (inorganisés) bien entendu. Les syndicats déclaraient qu'il était "ridicule" de continuer à faire tout ce travail gratuitement pour des non syndiqués qui n'apportaient aucune contribution aux syndicats. Si on demande : "d'où vient tout à coup ce changement d'attitude", on peut donner diverses réponses qui sont toutes en rapport avec la position ambiguë des syndicats dans la société d'aujourd'hui, avec une tension entre syndicats et ouvriers, avec une tendance à ne plus se syndiquer qui de plus en plus inquiète la bureaucratie syndicale. Pour mieux comprendre la lutte qui nous intéresse, point n'est besoin de rechercher toutes ces raisons. Le plus important pour nous est la réaction des non syndiqués, qui sont, dans le bâtiment justement, à Amsterdam surtout, assez nombreux et qui forment dans cette ville presque 70% de tous les ouvriers de cette branche d'activité.

Les non syndiqués avaient, dès que la décision des syndicats fut connue, vivement réagi. Les patrons l'avaient prévu. Mais pour eux, la collaboration amicale et paisible avec les syndicats prévalait, surtout parce que l'on pouvait prévoir que la colère des ouvriers se dirigerait contre la bureaucratie syndicale et non contre eux.

Les non syndiqués déclaraient (par le canal de lettres aux principaux journaux) "La somme d'argent qui correspond aux tickets de vacances, c'est une partie de notre salaire que notre patron est obligé de nous payer. De n'importe quelle manière, cela nous est indifférent. Par le canal des syndicats ou par tout autre moyen. Et si les syndicats veulent être le bureau central de paiement, c'est leur cause et pas la nôtre. Mais ils n'ont pas le droit de retenir n'importe quel pourcentage. Ils n'ont pas le droit de tripoter cela derrière notre dos sans nous consulter. Ce qu'ils font, ce n'est pas seulement un grand scandale, c'est du vol."

Comme à Amsterdam il y a beaucoup de non syndiqués dans le bâtiment, l'échange des tickets était l'affaire de plusieurs jours. Cela marchait par ordre alphabétique. Le lundi 13 juin, le soir vers 19h30, tous ceux dont le nom commençait par A et B devaient se présenter. Cela faisait plus de mille ouvriers.

Le local où se faisait l'échange des tickets se trouvait dans le centre d'Amsterdam. Il était petit. A peine trente ouvriers pouvaient y entrer à la fois. Et les mille ouvriers attendaient, le cœur amer et furieux. Les premiers entraient dans le bureau installé par les trois syndicats, les autres restaient à la porte dans une des principales rues d'Amsterdam. Tout le monde parlait et même criait. Des insultes contre les syndicats. En peu de temps, les ouvriers dupés se transformaient d'individus en une masse, avec une volonté, une cause commune et un but : protester, faire une démonstration. Ils s'installaient dans la rue, s'asseyaient sur les voies du tramway. Ils voulaient attirer l'attention publique sur leur cause.

Presque aussitôt, la police arriva. Elle se montra d'emblée très violente. Dès que les flics avaient quitté leurs cars blindés, ils entouraient les ouvriers accroupis, les sommaient de partir. Brusquement, ils prenaient leurs matraques et frappaient, frappaient très fort.

Quelques secondes plus tard, une véritable bataille se déroulait. Les ouvriers arrachaient les pavés et s'en servaient comme projectiles. Ils brisaient toutes les vitres des voitures de police. Ils étaient très agressifs. Ils se battirent toute la soirée presque jusqu'à minuit. Bilan : un ouvrier mort, plusieurs gravement blessés dans les hopitaux, plusieurs flics blessés gravement aussi. Des voitures de la police entièrement détruites, une autre dans un des canaux ; c'était la confusion complète.

Que tant d'ouvriers se soient trouvés devant le local d'échange des tickets

n'était pas un hasard . Un comité permanent des ouvriers du bâtiment , comité formé par le PC il y a une dizaine d'années déjà et complètement inféodé au PC les y avait convié. Mais ce comité était effrayé et scandalisé . Il disait publiquement : "Nous n'avons pas voulu cela . Nous ne voulions faire qu'une démonstration limitée et paisible . Les événements nous ont échappés . Nous désavouons les bagarres . C'est l'oeuvre d'éléments irresponsables , d'anarchistes , d'éléments suspects , etc... Camarades , il faut maintenir votre discipline ; la circulation publique ne doit pas être interrompue dans Amsterdam etc....".

En effet , les événements leur avaient échappé . La lutte ouvrière obéissait déjà à ses propres lois , complètement en contradiction avec les intérêts politiques du PC. Sans aucun doute , le lendemain , le mardi 14 juin , les ouvriers avaient encore suivi les mots d'ordre du comité et s'étaient rassemblés sur une des places publiques d'Amsterdam pour écouter des orateurs qui protestaient violemment contre l'attitude féroce de la police et contre la mort d'un de leurs camarades . Mais quelques minutes plus tard , plus de 6.000 ouvriers marchaient spontanément vers le centre de la ville , décidés , autonomes , sans aucune directive de n'importe quel chef syndical ou politique , lesquels s'empressaient de désavouer dès ce moment tout ce que les ouvriers faisaient .

Au cours de la marche vers le centre , le cortège des ouvriers du bâtiment s'accroissait . Les nouvelles de ce qui s'était passé lundi soir avaient couru comme une traînée de poudre dans toute la ville . La fureur des ouvriers syndiqués était aussi grande que celle des non syndiqués . Il n'y avait pas à Amsterdam un seul ouvrier du bâtiment , syndiqué ou non qui travaillât : dès le matin tous les chantiers étaient en grève à Amsterdam . Et avant midi , des grèves de solidarité éclataient dans le bâtiment dans toute la région au nord d'Amsterdam , à Utrecht , à La Haye , à Haarlem .

A onze heures du matin , une foule immense parvint ainsi devant les bureaux et l'imprimerie du journal " Le Télégraphe " , un des journaux les plus réactionnaires de la Hollande , qui , pendant des années , avait pris ; à chaque occasion - position contre les travailleurs et contre les luttes ouvrières . La police n'était pas là . Amsterdam n'a pas , pour des raisons d'économie , "assez de flics " comme disent les autorités communales . Presque un tiers des flics se trouvaient dans leur lit pour se récupérer après les bagarres de la nuit passée . Le reste était occupé avec la circulation et à des tâches diverses . Le personnel du journal de droite constatait avec consternation qu'il n'y avait personne pour le protéger contre l'attaque des ouvriers .

En quelques minutes , toutes les vitres du bâtiment étaient brisées . Les voitures d'expédition des journaux étaient renversées . Des bobines de papier étaient incendiées . De même les journaux du matin . Une trentaine d'ouvriers entraient dans l'imprimerie et commençait à détruire ce qui était à l'intérieur .

Vers midi , la police était là . Tout le reste de l'après midi , ce fut la bataille avec les "forces de l'ordre " . Heure par heure , la lutte devenait plus violente . On dressait des barricades , les pavés servaient de projectiles , avec leurs marteaux , les ouvriers brisaient ce qui était dans la rue , feux de signalisation , etc... Ce qui s'était passé lundi soir n'était rien avec la lutte de mardi . Tout le centre d'Amsterdam était bloqué par des combattants . Les tramways ne roulaient plus . La police ne se servait plus seulement de matraques et des sabres , mais des fusils et des revolvers . Il y avait 98 blessés , parmi lesquels une trentaine de flics . La lutte continuait jusqu'à 1 h 30 le mercredi matin .

Ce n'étaient plus seulement les ouvriers du bâtiment qui se battaient , mais aussi d'autres groupes et d'autres couches de la population ouvrière . Parmi eux se trouvaient dit on , beaucoup de "blousons noirs " (et c'est vrai dans un certain sens si l'on pense que la plupart d'entre eux sont d'origine prolétarienne) . Sans doute leur nombre , leur

influence et leur signification pour le caractère de la lutte ont été exagérés énormément par tous ceux qui avaient besoin d'un bouc émissaire pour condamner ce qui se passait et pour excuser leur propre attitude hostile à l'égard de l'action ouvrière. Mais sur cet aspect, sur les événements du mercredi soir, quand la lutte recommençait pour la deuxième fois, ainsi que sur le caractère de ces luttes, je reviendrai dans un deuxième article.

(fin au prochain numéro)

Quel rôle ont joué les Provo dans ces événements ?

C'est la question que se posent beaucoup de camarades, notamment après les descriptions abondantes qu'en ont donné les journaux français. Voici ce qu'en dit brièvement le camarade hollandais qui a rédigé l'article ci-dessus :

"les "provos" , c'est à dire les cercles des jeunes du milieu des étudiants ,
"s'abstenaient complètement . Le maire d'Amsterdam a déclaré le contraire ; c'est
"soit un mensonge , soit une stupidité . Les Provos eux mêmes ont déclaré, pour
"justifier leur position d'inactivité : la lutte des ouvriers et la nôtre ,
" ce sont des choses bien distinctes . Et c'est la vérité "

Une camarade belge en liaison avec les Provos nous a donné les précisions suivantes qui confirment ce que dit le camarade hollandais : " Pour le moment , il
"y a dans la presse une campagne qui essaie" de mettre tout sur le dos des
"provos ; évidemment , c'est une occasion unique pour le pouvoir de "boucler " le
"plus possible de provos de marque . De toute façon , ce qui s'est passé ne res-
"semble pas du tout aux "méthodes " provos qui sont l'ironie, le ridicule , bom-
"bes fumigènes, tous moyens non violents . En effet (sauf en cas de possibilité
"de révolution) , l'attaque violente de la police et des forces de l'ordre se
"solde toujours par des morts du côté des manifestants." (sur le programme des
provos , voir ICO n°48 , p 18) .

Note d'ICO : ce n'est pas pour boucler les provos qu'on leur fait jouer dans la presse et dans les déclarations officielles un rôle essentiel dans les événements d'Amsterdam , c'est pour camoufler un mouvement prolétarien . Vus sous l'angle "manifestation de jeunes intellectuels excentriques " les bagarres d'Amsterdam perdent leur caractère ouvrier pour descendre au rang de monôme du bac . Une petite insurrection ouvrière risque de soulever un écho beaucoup plus profond parmi les travailleurs .

Quelques informations sur la condition ouvrière (d'un camarade de Grèce)

Il est connu de tout le monde (sauf peut être du folklore révolutionnaire) le rôle des certificats de "convictions sociales " imposés depuis 1947 à tous les travailleurs de Grèce . C'est le sujet de multiples conflits . Ainsi ces derniers mois, les ouvriers du tabac de Kavala (Macédoine) ont protesté parce que les patrons demandaient ces certificats pour l'embauche d'ouvriers et d'ouvrières . De même pour les ouvriers du port de Volo ; tandis que dans l'industrie de l'azote (Ptolemais) des ouvriers démocrates ont été licenciés . Dans les annonces des journaux demandant du personnel pour les hopitaux d'Etat , les certificats sont exigés non seulement des médecins , mais aussi des infirmières , des blanchisseuses , des femmes de ménage et des cuisinières . Une grande firme du pétrole veut remplacer les employés gardiens de ses usines par des chiens spécialement éduqués .

L'émigration des ouvriers grecs . Entre 1954 et 1958 , 40.000 ouvriers sont partis en Belgique , de 1960 à 1963 , 167.000 en Allemagne de l'Ouest (190.000 aujourd'hui)

Jusqu'à la fin de 1963, 53% des ouvriers étaient établis en Rhénanie Westphalie du Nord et dans le Bade Wurtemberg; 40% travaillaient dans la métallurgie, 16% dans le textile, 8% dans le bâtiment, 22% dans des industries de transformation diverses, 7% dans les matériaux de construction, 4% dans les mines, 6,2% dans diverses industries, 0,9% dans l'agriculture. Pour les trois quarts, en 1963, les ouvriers grecs émigrés étaient des paysans, des ouvriers non qualifiés ou des chômeurs. Avant d'émigrer, 50% ne gagnaient en Grèce pas 1000 drachmes (166 NF) par mois, 30% une somme indéterminée, 14% plus de 1.500 drachmes et seulement 6% plus de 1.800 drachmes. La majorité des émigrés a de 20 à 35 ans; 80% ont seulement suivi les écoles élémentaires, 16% la secondaire et 1,6% l'université.

La majorité des ouvriers grecs en Allemagne gagne de 350 à 600 marks par mois (450 à 750 NF). Ils dépensent 50% de cet argent et 25% de ceux qui envoient de 100 à 200 marks par mois en Grèce (125 à 250 NF) et 18% de 50 à 100 marks (60 à 125 NF). En moyenne, chaque ouvrier envoie 1.000 marks par an en Grèce (1.200 NF). Le plus grand nombre d'ouvriers pense rester à l'étranger seulement 2 ou 3 ans, seulement 5% désire rester en Allemagne plus de 10 ans. Aujourd'hui, le gouvernement pense prendre des mesures policières pour empêcher l'émigration des ouvriers à l'étranger.

LES GRÈVES

Un patron a le droit de licencier un ouvrier sans indemnité s'il se met en grève pour ses revendications.

Deux grèves de cheminots de 48 heures chacune pour l'augmentation des salaires. Le gouvernement décréta la réquisition. Quelques arrestations. Trois cheminots ont été condamnés dans la Péloponèse à 3 mois et demi d'emprisonnement.

La réquisition est une mesure fréquente. Il y a deux mois, les grévistes des téléphones de l'électricité furent réquisitionnés.

Deux autres grèves de 48 heures chez les postiers en Juin pour les salaires. Quelques grèves des ouvriers des tabacs à Agrinion avec des bagarres entre grévistes et gendarmes qui protégeaient les jaunes. Aussi dans l'industrie de la chaussure. Nous avons aussi appris qu'à Smyrne (Turquie) des bagarres avaient eu lieu entre grévistes et gendarmes au cours d'une grève des ouvriers du textile.

Les Grèves Anglaises

Depuis des années, le mouvement ouvrier anglais se trouve dans une situation que l'on commence seulement à entrapercevoir en France, mais qui apparaîtrait plus nettement si une coalition politique "de gauche" arrivait au gouvernement.

Les grèves "sauvages" (non reconnues par les syndicats) y sont monnaie courante. Les dirigeants (syndicaux, gouvernementaux, patronaux) sont bien contraints de les subir tout en cherchant depuis longtemps quelle recette leur permettrait non seulement de les briser, mais surtout de les empêcher de se renouveler aussi fréquemment. On peut leur faire confiance pour persévérer dans cette voie. Mais, ce faisant, ils ne peuvent qu'amener les travailleurs à modifier les formes de leur lutte et à dépasser le niveau des entreprises. Elle tend à devenir la lutte de tous les travailleurs contre la classe dominante, c'est à dire une lutte politique, menée par eux mêmes contre les organisations, qu'elles s'appellent partis, syndicats, etc.

Mais alors que tous ces dirigeants peuvent tolérer (par force) l'existence de grèves sauvages au niveau de l'entreprise sur des questions d'aménagement du travail, ils ne peuvent en admettre sur des questions générales au niveau de l'état. Car à ce moment, un tel mouvement touche leur pouvoir même de dirigeants et met en cause les décisions fondamentales d'o-

rientation de l'économie, c'est à dire le système capitalisme lui même. Les syndicats essaient alors de récupérer au niveau de l'état la fonction qu'ils ont perdue au niveau des entreprises et des sections locales; ils paraissent alors impulser les luttes pour un observateur superficiel et ils réussissent souvent à en influencer le cours.

L'exemple de la grève des marins anglais est important pour nous et nous y reviendrons plus en détail quand nous aurons reçu de camarades anglais ayant suivi de près cette lutte tous les détails sur son déroulement et sur la manière dont elle s'est terminée. Ceux qui parlent sans arrêt de "travail dans les syndicats", de "réformes" du syndicat, de comités de lutte, pourront bien y regarder de près pour voir comment leurs théories se vérifient dans la réalité. Car les luttes ne se déroulent jamais de la manière exemplaire qui nous est souvent présentée; elles existent dans une société de classe et les adversaires des travailleurs en lutte sont autant "aux côtés" des travailleurs qu'en face d'eux. A mesure que la lutte progresse, les nécessités mêmes de cette lutte font qu'elle emprunte des formes différentes de celles du début. La démystification à l'égard des syndicats et le caractère autonome que peut prendre la lutte ne sont pas le fait d'une "volonté consciente", mais simplement à chaque moment la perception par tous de ce qui peut être fait pour atteindre le but revendicatif fixé. La reprise du travail correspond moins à la "trahison" des syndicats qu'à la conscience du fait qu'il est impossible de faire autre chose dans la situation présente.

Les dockers anglais se sont trouvés aussi mêlés de près à la grève des marins. Depuis des années, les grèves sauvages y sont monnaie courante et toute une organisation autonome de liaison s'y est développée en marge du syndicat officiel affilié aux Trade Unions et d'un syndicat dissident créé en 1954 qui a fini par suivre le même chemin que son aîné. Là aussi, cette lutte est pleine d'enseignement et nous y reviendrons. De plus, le gouvernement travailliste ne trouve rien de mieux, pour briser la résistance des dockers que de proposer... la nationalisation des ports, c'est à dire une concentration capitaliste classique.

Tous ces conflits, posés à la base en termes concrets: refus des heures supplémentaires, du travail du dimanche, 40 heures, refus de subir les conséquences de l'automatisation, deviennent des conflits politiques (encore plus dans une économie capitaliste planifiée), non pas voulus comme tels mais qui atteignent droit au but le régime capitaliste. C'est toute la modernisation du capitalisme anglais qui est en cause: elle ne peut se faire, comme toute modernisation qu'en serrant la vis de l'exploitation. Un gouvernement travailliste de "gauche" bénéficie d'un préjugé favorable chez une fraction des travailleurs et peut ainsi imposer ce tour de vis (il apparaît que la démission d'un chef syndical ministre Cousins, leader du syndicat des transports TNU est une manoeuvre pour canaliser les oppositions à ce tour de vis et les maintenir - si possible - dans le cadre du parti travailliste et du syndicat). La seule lutte politique valable ne peut être ainsi menée que par les travailleurs sur le terrain qui touche les fondements économiques de la société capitaliste.

Après 50 jours de grève officielle et d'innombrables manoeuvres, le syndicat des marins (N.U.S.) a mis fin "officiellement" à la grève. La lecture des journaux et particulièrement des journaux français ne peut guère apporter de précisions sur le déroulement réel de la grève (en particulier, le laconisme du *London* et le silence des journaux de "gauche" est remarquable). Ce n'est que dans le numéro de septembre que nous pourrons dire ce qu'a été cette lutte.

Les camarades de différents groupes libertaires ont diffusé le plus largement possible au cours de la lutte un bulletin imprimé "Ludd" donnant des informations et des explications sur la lutte elle même. C'est de ce bulletin de liaison qui est un modèle de ce qui peut être fait dans une grande lutte que nous tirerons l'essentiel de nos informations.

Le monde mystique du paysan.

Un des aspects remarquables de la situation actuelle au Viet-Nam, c'est dans la mêlée guerrière des mythes du communisme et de la démocratie, dont les paysans sont les victimes, la guerre de religion larvée entre bouddhistes et catholiques, ainsi que la présence active des sectes magico-religieuses, écho de la fin de l'époque du colonialisme français.

Pour essayer de saisir l'aspect intime de ces mouvements conditionnés par la lutte des puissances mondiales, nous passons en revue sommairement les tendances mystiques sous-jacentes, qui en constituent un des ressorts les plus sous-estimés, mais qui nous semblent, en des circonstances historiques explosives, orienter fortement l'action des hommes.

Le culte des ancêtres, c'est ce qui occupe intimement l'âme du paysan cochinchinois. Les ancêtres sont toujours présents dans le logis; si pauvre que soit la maisonnée, ils y ont leur autel où, chaque jour, à la tombée de la nuit, on leur brûle des baguettes d'encens. Ils dorment près des leurs, dans le voisinage de la maison, ou pas bien loin, en terrain communal, dans le "champs des tombeaux". Chaque année, au jour anniversaire de leur mort, on leur prépare un repas, car ici, ce n'est pas la naissance qu'on commémore, mais la disparition d'entre les vivants; quant aux ancêtres lointains, on les accueille tous le dernier jour du dernier mois lunaire, la veille du Têt- le jour de l'an-; leurs autels fleuris, on les fête durant quatre jours, puis on se sépare d'eux en leur offrant de la monnaie symbolique, papier or et argent, ainsi que des vêtements de papier somptueux. Le Génie du Foyer, à qui on a offert les sacrifices du départ, le vingt-troisième jour du douzième mois lunaire, lorsqu'il est parti informer l'Empereur de Jade (Maître du ciel et du Destin des hommes), de ce qui se passe dans la maison, revient en même temps que les ancêtres, et est reçu avec des dons hissés au haut d'une longue perche de bambou dressée devant la maison.

Le chef de famille est le chef du culte; à sa mort, c'est le fils aîné qui s'en chargera. L'entourage mystique immédiat du paysan, son panthéon, c'est le Génie du Foyer qui a son petit autel à côté de celui des ancêtres; le dieu du Sol et souvent celui du Puits. Le culte collectif au niveau du village, c'est le culte du génie tutélaire qui a son temple, petit ou grand, dans chaque agglomération. En cas d'épidémie, tout le village s'assemble pour participer aux sacrifices et cérémonies d'exorcisme, souvent conduits par un des paysans doués de pouvoirs magiques. Dans la nuit, la résonance profonde de la cloche lointaine de la pagode rappelle aux pieux la présence du Bouddha. Pour le foyer du paysan, la pagode est loin, le "Palais du Ciel" ---le nirvana bouddhiste--- est loin aussi, quelque part dans la direction du coucher du soleil, mais l'imagination s'exalte quand le bonze explique ce qu'on devient après la mort. On croit à des réincarnations successives et purificatrices, et qui conduisent au nirvana, illumination finale. Le bouddhisme et le culte des ancêtres s'épousent profondément. On est

lié aux ancêtres, leurs actions d'autrefois se répercutent sur leurs descendants, de même que toute action bonne des vivants contribue à abrégier la détention purgatoire des ancêtres dans les "géôles souterraines", leur permettant ainsi de se reincarner rapidement sur terre. En cultivant le bouddhisme, on agit dans ce sens et on entretient cet espoir. Quand le malheur frappe le paysan, on l'entend prendre à témoin le Ciel et la Terre, ou l'ensemble des quatre puissances qui, parmi tant d'autres, peuplent son univers mystique, et s'exclamer: "Ciel, Bouddha, Démons, Esprits!".

Religion générale au Viet-Nam, le bouddhisme ne peut être conçu à l'image de la religion catholique en Europe: Les bonzes, corps sacerdotal hiérarchisé, sont sans emprise organique sur la population. Groupés en communautés, ils s'occupent du culte bouddhiste dans les pagodes, vivent des dons et de leur travail d'agriculture, aussi modestement que les villageois. On a recours à eux essentiellement en cas de décès, de funérailles, pour guider l'âme vers les "Palais sombres"; dans les maladies graves, leurs prières, adressées aux divinités bouddhistes, peuvent soit guérir, soit abrégier les souffrances des agonisants; enfin, on peut les inviter à venir réciter les livres sacrés au foyer, appelant ainsi la paix sur la maison. Les villageois font de leur mieux pour reconnaître ces services, offrant gâteaux et fruits, et même quelque monnaie. On est bouddhiste sans aucune obligation rituelle; vieilli, on commence à songer à la mort, on "descend ses cheveux", les femmes en particulier; on se purifie en s'abstenant de tout produit animal le premier et le quinzième jour du mois lunaire, ainsi que les jours anniversaires de Bouddha et des divinités bouddhistes; on va de temps en temps jusqu'à la pagode, faire quelque offrande, et écouter parler de la doctrine de Bouddha; on observe de son mieux les cinq interdits: Ne pas détruire la vie des êtres vivants, ne pas voler, ne pas commettre d'adultère, ne pas manquer à sa parole, ne pas abuser d'alcool. De temps en temps, la pagode rassemble pour les fêtes les quelques villages environnants. C'est une occasion de rencontre et de joie. C'est là toute la pratique religieuse du bouddhisme, les relations entre pagode et villageois sont entièrement libres.

A cette vie spirituelle s'ajoutent les traditions confucianistes se conservant à travers toute une menue littérature de contes et légendes qui se transmettent oralement de génération en génération, et de pièces de théâtre tirées de l'histoire chinoise et jouées au temple du village par des troupes ambulantes, en l'honneur de génie tutélaire. La morale confucianiste se résume en la pratique des cinq vertus cardinales: humanité, équité, observation des rites, sagesse, sincérité; en le respect des trois rapports humains fondamentaux: souverain-sujet, père-fils, mari-femme, ainsi qu'en la réalisation des cinq "permanents": affection entre père et fils, justice entre prince et sujet, conduite spécifique entre mari et épouse, observance des rangs d'âge, fidélité entre amis et compagnons. La notion des rapports prince-sujet a disparu avec la colonisation, sauf chez quelques anciens lettrés nationalistes. Quant aux autres traditions, elles restent vivantes à la campagne, surtout chez les générations du premier demi-siècle. Mais en ville, la morale de la piastre se substitue de plus en plus à la sagesse aristocratique des anciens Chinois.

A suivre...

Le 17 mai:

France

Jéumont- Saint-Denis

Le 17 mai, l'usine était fermée ... faute de courant!
Mais le samedi 21 mai: récupération. Gros problème: ira-t-on ou pas. Les syndicats balancent un tract: on n'y parle pas de grève mais on nous demande de ne pas récupérer. Le 21, il y a des piquets syndicaux à la porte, mais ils laissent passer ceux qui sont venus, peu nombreux (20% environ) ... Il faisait beau ce samedi.

Citroën- Clichy

Le 17 mai, l'usine était fermée... faute de courant!
Le samedi 21, tout le monde a récupéré ... sauf quelques-uns qui avaient pensé que c'était mieux d'aller à la campagne.

Matériel d'imprimerie- Paris

La boîte est fermée par le patron - sans récupération. Retenue sur les salaires de 9h30 de salaire même pour les mensuels et les cadres. Mécontentement.

dans la rue

Un camarade: C'est une véritable kermesse. Les mots d'ordre les plus radicaux étaient ceux des étudiants "Le pouvoir aux travailleurs". Mais les travailleurs ne réclamaient pas le pouvoir. Seulement "Pompidou des sous". Sous une bannière F.O., les militants trotskystes de Voix Ouvrière sont massés: ils réclament des choses formidables "6h. par jour", etc ... Ils chantent l'inter comme un seul homme en passant devant la tribune.. Moment de gêne ... Mais ils saluent quand même... la face est sauvée ...

Pour les organisations tout s'est déroulé comme elles l'avaient prévu. En tête, une immense banderole portait "action pour des négociations avec le patronat". Quel sens peut bien avoir de manifester derrière ce calicot avec des mots d'ordre radicaux: la surenchère, c'est la chose la plus facile à faire, et cela sert finalement les syndicats.

Un autre camarade: Chacun avait l'air étonné "qu'il y ait du monde" (100.000 sur 2 millions de travailleurs dans la région parisienne ...) Quand passent les gars du syndicat, je me mêle à eux, sans honte, on verra bien. C'est le silence. Même pas "Pompidou" sur l'air du petit navire. Avec un copain, on entame l'inter. Les têtes se tournent. Au bout d'une quinzaine de fois, c'est 2 et 300 qui la chantent. Mais beaucoup ne connaissent même pas les paroles. C'était ça "un jour de lutte".

Dans une petite ville ouvrière (10.000 habitants)

300 gars à un meeting. Discours habituels. Puis un tour en ville jusqu'à la mairie. On entre dans la cour. Une délégation des syndicats doit voir le maire. Un copain accroche: Pourquoi pas tous ensemble ... Devant tous, la discussion devient serrée: revendications hiérarchiques, etc ... Malaise.

Le lendemain on demande au copain de passer à l'union locale CGT. "Si tu veux faire du travail, tu entres à la CGT"- refus - "Alors tu peux être délégué ... tu formes une section .. même pas CGT ... on te soutiendra"- refus - Alors, ce sont des menaces: "si tu recommences à nous attaquer, on te sabrera ..."

le 14 juin

Citroën- Clichy:

rien - pas de tracts syndicaux - pas de débrayage

Renault- Billancourt:

tract CGT-CFDT grandiloquent "Une nouvelle journée va retentir dans tout le pays". Annonce le rassemblement à 16h devant le siège du CNPF mais seule l'équipe du matin pourra y aller ... après la sortie à 14h30. Quant à ceux de la normale, ils n'auront droit qu'à se rassembler à 18h devant la direction Renault. Ceux du soir, on n'en parle pas, ils sortent à 22h... Pratiquement, il ne s'est rien passé.

Jeumont- StDenis.

C'est bien en deça du 17 mai. Il y a du courant. On ne doit débrayer que 3 heures, en fin d'après-midi. Cars gratuits pour aller à la manifestation à Paris, mais peu de succès (ailleurs on donnerait un ticket de métro).

Matériel d'imprimerie- Paris (petite boîte)

Les horaires décident un arrêt total toute la journée bien que le patron ait mis une affiche "ouvert comme d'habitude". A part 2 ou 3, tous débraient, mais le patron fait ensuite comme si de rien n'était.

Rhône-Poulenc- Vitry -

Le 14 juin il ne s'est rien passé, la CFDT estimant que les vacances étaient trop proches pour faire quelque chose de conséquent, la CGT ne proposant qu'une petite manifestation d'une heure au plus devant la direction et F.O. ne sachant pas très bien s'il était sensé de lancer un mot d'ordre avec poursuite de l'action jusqu'au bout comme l'a toujours prescrit Voix Ouvrière, alors que l'on est près des vacances et que la dernière grève (le 17 mai) avait marché à moins de 40% ... Ainsi, n'ayant pu se mettre d'accord, il n'y eut rien de lancé.

F.O. s'est contenté de mettre dans ses panneaux une lettre ouverte adressée à la Fédé F.O. de la Chimie, lettre dans laquelle les militants révolutionnaires expriment leur désaccord avec la déclaration des Fédé CGT-CFDT et FO après le 17 Mai au sujet des formes d'action qui devaient venir postérieurement. Voilà, les trotskystes doivent se contenter d'avoir la même attitude que les révolutionnaires qui militent dans les syndicats espérant y changer quelque chose mais étant obligés de suivre la marche fixée d'en haut.

A noter que ces mêmes trotskystes ont distribué un journal de la Fédé F.O. qui n'avait absolument rien de révolutionnaire mais très conformiste et qui se permettait même de faire de la réclame pour le sieur LABI! ...

Je pense que l'on n'a pas fini d'être décontenancé par l'attitude des révolutionnaires entrés à F.O. Soi-disant pour y faire ce que jamais personne n'avait fait!

La réalité quotidienne

Jeumont- Saint-Denis

Un groupe de dessinateurs a débrayé 24h pour des problèmes particuliers, en dehors des syndicats. Mais on ne sent rien.

Petite boîte métallurgique (banlieue de Paris)

Climat pessimiste: baisse des ventes. Chacun mesure la diminution de sa paie avec la diminution d'horaire annoncée pour septembre.

PTT

"Notre Fédération CGT chez le ministre" pour annoncer que "c'est le refus courtois (agrémenté de considérations conjoncturelles) mais néanmoins évident, de donner une suite favorable aux desiderata du personnel". Comme c'est gentiment dit. Ont-ils pris le thé ensemble

Renault

Toujours la même politique: augmentations de cadences, mutations ... Des mouvements localisés mais on ne sait presque rien...

Citroën-Clichy

On fait beaucoup de bruit autour des élections, chez Citroën ... surtout dans les autres entreprises. C'est le croquemitaine que l'on exploite pour faire croire aux travailleurs que tout le patronat c'est ça et que les syndicats sont des persécutés. Derrière cette façade (si Citroën n'existait pas, ils l'inventeraient), ils peuvent jouer à plein leur rôle dans la société capitaliste moderne.

Il n'empêche que chez Citroën, il y a une réalité. Sur 50% d'abstentions aux élections, 40% s'en désintéressent totalement. Quant aux 10% restants, tous les moyens sont effectivement bons pour les empêcher de voter: par exemple, la direction change les numéros de pointage qui figurent sur les listes électorales. Les chaînes ne s'arrêtent pas pour permettre d'aller voter. En dehors des élections, c'est 99% des ouvriers, qui se désintéressent de l'activité des syndicats. Les délégués, on ne les voit pas. Si par hasard, l'un passe dans l'atelier, personne ne lui parle. Et même on le fait, on est très déçu.

D'ailleurs c'est la "chasse aux rouges". Un fraiseur qui s'était présenté comme délégué a été placé devant le bureau du chef et à la première connerie, il a été viré. Le contremaître ne cesse pas de se promener dans l'allée toute la journée. Il y a énormément d'ouvriers étrangers; on les fait venir avec un contrat, mais dès

qu'ils sont dans l'usine, les clauses ne sont pas respectées et les salaires sont abaissés. Ils ne peuvent rien dire car ils ne peuvent trouver de travail ailleurs. (un camarade fait remarquer que c'est la même chose chez Renault).

Les délégués auraient quand même la possibilité de faire un certain travail. Mais ils ne le font pas.

des luttes

Les quotidiens et les bulletins syndicaux sont remplis d'une littérature enflammée sur les "grandes manifestations" syndicales. Mais, au petit bonheur d'articles de quelques lignes on apprend que d'autres luttes -réelles celles-ci- se déroulent, isolées, sans qu'on sache comment elles sont nées ni comment elles finissent: l'histoire réelle du mouvement ouvrier passe ainsi en bonne partie aux oubliettes de l'Histoire officielle qu'écrivent les dirigeants de partout.

Les luttes contre les concentrations ou les fermetures.

Elles durent depuis des années, sans espoir parce que le capitalisme poursuit sa "marche en avant", et que, derrière la façade de leurs oppositions politiques hautement affirmées, les syndicats se sont mis d'accord avec les dirigeants pour faire accepter aux travailleurs les conséquences de cette "modernisation".

Les fermetures de mines .

La valeur des garanties de reclassement est donnée par cette grève de Decazeville (voir IC0 janvier-février 1962)

La chaudronnerie- tôlerie de l'Aveyron, usine venue s'installer à Aubin à la suite de la fermeture des puits du bassin minier de Decazeville et qui avait embauché cent quatre-vingt-trois mineurs, se trouve actuellement dans l'incapacité de donner un plein emploi aux travailleurs qu'elle occupe encore. A l'heure actuelle, ~~pe~~ près de la moitié des ouvriers embauchés à la fin de 1962 sont partis à la recherche d'une occupation plus stable et mieux rémunérée. Les autres sont dans une situation difficile. L'horaire de travail a été réduit à vingt et une heures par semaine; de nouveaux licenciements ont eu lieu.

A la suite de ces mesures, les anciens mineurs "reconvertis", en lutte pour la garantie de leur emploi et de salaires normaux, sont en grève depuis trois semaines. Ils n'ont reçu aucun salaire et, il y a une semaine, une réunion de conciliation s'est soldée par un échec.

(Le Monde, 17 Avril 1966)

Dans les mines de fer de Lorraine, cela dure depuis des années (voir la grève de Trieux- IC0 n° 28- avril 1964)- ponctué de sursaut de révoltes (10 jours d'occupation à la mine d'Anderny-Chevillon) - qui stoppe quelques semaines le plan de licenciement-lequel reprend inexorablement ensuite, les mouvements étant finalement noyés dans les interminables discussions de "tables rondes" et des "garanties de reconversion".

Les chantiers navals

Cela dure aussi depuis des années et là aussi, les syndicats prêtent la main à l'application du "plan d'assainissement" (sic) A port-de-Bouc (voir ICO n° 48- avril 66) il ne reste plus en activité sur 800 ouvriers qu'une dizaine de délégué syndicaux. A la Seyne, comme dans les mines de fer de Lorraine, c'est la même guerre d'usure, licenciements, débrayages, reprises ... le résultat ne fait guère de doute.

Les luttes contre l'automatisation

Dans la marine marchande, la grève des marins et officiers de la Transat de Marseille du 23 mai au 13 juin a abouti à un accord. Mais elle n'est aussi qu'une bataille parmi une guerre d'escarmouches: les armatésurs poursuivent l'automatisation des bateaux.

Les luttes pour les salaires.

Dès qu'ils s'agit de rompre avec les journées d'action, les grèves nationales pour tenter d'arracher plus que ne donne le plan, dirigeants patronaux, gouvernementaux et syndicaux changent brutalement d'attitude: les grèves restent isolées et tous s'entendant à user la combativité de travailleurs qui osent mettre en cause les décisions et les accords pris aux sommets.

Les dockers de Marseille/.

ont fait plus de 100 jours la grève des heures supplémentaires du travail du dimanche, des jours fériés et même du samedi, pour obtenir une augmentation importante de salaire et des réductions d'horaires (voir Voix Ouvrière n° 60 et 61 - mai 1966).

A la S-M. PA (Montoir de Bretagne)

filiale des chantiers de l'Atlantique (St Nazaire) 15 jours de grève - avec occupation- pour 1,50% d'augmentation et 4 jours de congé maladie payés par mois aux mensuels (voir Voix Ouvrière, n° 60 et 61- mai 1966).

Complexe de Lacq (produits chimiques)

à Mourenx, le 5 juin 700 ouvriers sont en grève totale depuis cinq semaines.

Biscuiterie Lefèvre-Utile

à Nantes, 15 jours de grève sans autre résultat que l'ouverture prochaine de négociations.

Usinor (sidérurgie)

à Montataire (Oise) la grève débute le 28 mai par le débrayage de 300 ouvriers d'une chaîne, ce qui bloque toute la production. Les 2000 ouvriers occupent alors l'usine. Et les syndicats prennent la tête de la grève: commission de conciliation, manifestations de rue. 36 ouvriers sont à l'origine de la lutte: ils réclament l'égalité des salaires (30 à 45 f de l'heure en plus) avec ceux qui effectuent le même travail. Le 8 juin une tentative de conciliation amorcée par les syndicats échoue. Le 9 juin, la police fait évacuer l'usine. Il est difficile de savoir ce qui a amené la reprise le lundi 13 juin.

"Lundi matin, les ouvriers avaient encore décidé de poursuivre la grève, la réunion de la commission régionale de conciliation n'ayant pas eu d'issue positive. Les pourparlers se poursuivent durant la journée entre la direction départementale de la main d'oeuvre, les représentants patronaux et les délégations ouvrières.

Finalement, à 18 heures, un compromis permit de décider la reprise du travail. La direction d'Usinor a accordé le paiement des trois jours de lock-out et d'une avance de 100 F à valoir sur la prime devant être versée en fin d'année. Les autres revendications formulées par les ouvriers: réduction des écarts de rémunération entre les diverses catégories du personnel, augmentation des salaires, institution de la semaine de quarante heures, seront étudiées lors des rencontres mensuelles entre les représentants de la direction et les délégués de l'entreprise."

" Le Monde- 15/6/66 "

Autrement dit, 15 jours de grève pour rien -

oooooooooooo

ICIISONS

Réunion des camarades de Paris - Samedi 18 juin 1966, 22 présents- (Assurances Générales, Banque, Citroën, E D F, Enseignement (primaire et technique) Etudes de marché, étudiants, imprimerie (labour), Jeumont-Schneider, Matériel d'Imprimerie, métallurgie, PTT, Renault, Travaux publics.

- 1- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs en France.
- 2- Critique du bulletin: Opinions diverses sur l'article sur la grève des femmes à Herstal (Belgique):
 - il manque des détails permettant de situer le mouvement sur le plan économique général (pourquoi l'usine travaillait pour les américains) et particuliers (comparaisons sur les salaires)
 - l'article est trop touffu et pas assez aéré (sous-titres ou frappe).

Il faudrait essayer d'avoir des informations sur la suite du mouvement notamment sur les conditions dans l'usine après la reprise du travail.

L'article sur la centrale thermique d'Am bès était également long mais il était impossible de le couper puisque c'était le témoignage d'un camarade (voir réponse à ce texte dans le présent bulletin).

Une lettre du Pérou figurant dans la correspondance est plus une critique de l'orientation générale d'ICO jugée à travers le bulletin.

- 3- Texte sur l'Indochine: voir présent bulletin
- 4- Rencontre internationale: cette rencontre aura lieu le week-end des 30 et 31 juillet dans la région parisienne; y participeront -

en principe- des camarades allemands, anglais, autrichiens, belges, français et hollandais; les camarades qui désireraient y assister peuvent nous le faire connaître. Les sujets abordés seront déterminés en commun, par correspondance, avant la réunion. Les camarades participants ont des positions communes sur les partis (rejet de la conception léniniste du parti ou de celle de "minorités agissantes"), sur les syndicats (pas de réforme possible du syndicat considéré comme un rouage de la société capitaliste, pas de reconstruction d'une société socialiste à partir du syndicat). Il faudra éviter que la discussion mène à des impasses par la participation de camarades ayant des positions trop divergentes sur ces points (toutes observations faites au cours des contacts préliminaires seront transmises aux camarades intéressés).

5- Discussions: - sur la grève des marins anglais
- sur le mouvement d'Amsterdam
(voir textes sur ces actions)

6- Correspondance: lettres figurant dans le présent bulletin, à l'exception d'une lettre d'un camarade de Lyon qui ne sera pas publiée (décision de l'ensemble des camarades). De même pour une lettre d'Algérie qui apparaît bien confusé et de peu d'intérêt.

7- Réponse sera adressée à la Révolution Proletarienne au sujet d'un petit article sur ICO; elle sera publiée dans ICO- avec l'article- si elle n'est pas insérée dans la R.P.

8- Prochaine réunion: Samedi 23 juillet - heure et lieu habituels.

oooooooooooo

corres pondance

D'un camarade de Marseille.

" Votre mise en garde contre toute propagande réalisée au nom d'une idéologie ou un groupe, corrobore assez près ce que j'ai connu dans mon entreprise. Par un gars avec qui j'aurais discuté, je ne suis vu traiter de "téléguidé". Maintenant, toute action extérieure aux ouvriers est considéré par eux, comme étant une nouvelle "charlatannerie" qui tournerait obligatoirement elle aussi à un embrigadement.

Mais alors que faire pour ne pas les "braquer", puisqu'il faut bien faire quelque chose contre toutes les cuisines, grandes ou petites, du syndicat? Aller à "contre-courant" implique, je pense, un peu de démagogie. Malgré tout, méfions-nous de la vieille idée populiste "d'aller au peuple" parce que cela revient à se considérer comme lui étant supérieur. L'existence de groupes révolutionnaires ne doit pas être nécessairement nuisible au prolétariat, parce que les initiatives de celui-ci engendrent de tels groupes, et aussi parce que l'idéologie absolument étrangère au prolétariat n'est pas un "code" qu'il s'agit de faire avaler à la totalité des ouvriers. Dans la mesure où de tels groupes renoncent à influencer unilatéralement le prolétariat, pour se tenir en contact permanent, avec les couches organisées ou non, d'ouvriers conscients, ils représentent des moments essentiels de l'élaboration prolétarienne. Conséquemment, l'organisation doit abandonner l'idée de "promouvoir

la lutte de classes sous toutes ses formes" de "préparer les cadres de la Révolution" mais plutôt s'attacher à un travail d'éducation et de propagande, puisque le spontanéisme ne rejette pas la nécessité de l'efficacité de la propagande. Cette propagande doit être démocratique et rationnelle, en ce sens qu'elle s'accomplit à travers une coopération sans qu'aucune organisation s'annexe le travail théorique, et rationnelle parce qu'elle se fait sans "tabous" sans peur des "remises en questions".

oooooooooooo

D'un camarade de Lorraine.

Pour la solidarité avec les étrangers, je crois que c'est un véritable "bureau social d'entre aide" qu'il faudrait créer ... dont les activistes iraient du dépanage dans les administrations (Allocations Familiales, Sécurité Sociale, mairies, etc...), leur apprendre à lire, à écrire, à parler français ... leur trouver du boulot. .. jusqu'à casser la gueule à ceux d'entre eux, même - qui exploitent par trop leur ignorance (tels algériens qui louent 500 balles l'heure la même chambre à 10 types différents dans la nuit ... pour un grabat infâme, etc ...) - (tels espagnols qui exigent 300NF pour faire l'interprète d'une famille ignorant le français dans un magasin de meubles) etc...

Mais en avons-nous les moyens? C'est surtout là que je verrais la tâche du syndicalisme d'aujourd'hui = éducation et protection efficace des travailleurs, étrangers ou indigènes ... Mais on en est loin!...

Et nous, que pouvons-nous faire? Nous avons de si piètres moyens. (temps, finances, transports).

- Ta critique sur mon bulletin (il s'agit d'un bulletin régional) est celle, générale, de tous les copains qui l'ont reçue et ont manifesté leur avis= J'EN TIENDRAI COMPTE et tâcherai d'améliorer. Je crois que j'ai sombré dans le travers de considérer ma feuille comme un exutoire. J'y ai déposé une partie de ma rancœur personnelle contre ce qui - je passe ici ... et ailleurs.

Ca n'a d'ailleurs pas trainé= de Wendel vient de me balancer= je m'y attendais. J'espère que les copains continueront cette feuille ici et QU'ILS LUI DONNERONT L'ASPECT D'ICO. Tu me diras, pourquoi ne pas diffuser "ICO"? Parce que d'ICO, du "M.L.", du "Combat Syndicaliste", "Contre-Courant", "Anarchie", "Défense de l'Homme", etc.. les lorrains s'en foutent. Nous savons qu'ils s'intéressent bien plus à eux-mêmes qu'à ce qui se trouve ailleurs= ils sont terriblement égoïstes- Voilà pourquoi j'ai voulu, et quelques-uns avec moi, faire "quelque chose sur place"- ce n'est pas de la "concurrence", c'est de la PREPARATION.

REPOSE A CE CAMARADE.

Peut-être cela te surprendra de voir écrit que nous sommes d'accord avec ce que tu écris que le problème n'est pas de diffuser ICO (pas plus qu'aucun autre canard) et que les lorrains se foutent d'ICO (à la place de lorrains, on pourrait mettre travailleurs). Si tu veux notre avis, un bulletin d'entreprise ou un bulletin régional

inter-entreprise, doit être en bonne partie incompréhensible pour les copains qui ne sont pas dans le bain. Si je te disais que je dois souvent écrire les mêmes choses, mais dans un jargon différent pour le bulletin d'entreprise et pour ICO; c'est d'ailleurs beaucoup plus facile dans le bulletin car on y parle de choses comme de tous ceux qui bossent dans la boîte et en peu de mots ou par allusions, on peut se faire comprendre; en une ligne, on peut dire beaucoup, il en faut 10 dans ICO pour dire la même chose et encore, ce n'est pas sûr que celui qui les lira en saisira toutes les implications.

Tu dis aussi une chose très juste: "ils s'intéressent bien plus à eux-mêmes qu'à ce qui se trame ailleurs". Je dirai plus: la lutte de classe passe par là et c'est même là que se trouve la garantie qu'elle échappe finalement à tous les "utilisateurs" du mouvement ouvrier; quand tous les "leaders" petits et grands pleurent "l'apolitisme" des ouvriers; c'est pour les ouvriers, positivement, l'expression du refus de considérer qu'il y a autre chose que leur propre intérêt. Je ne suis pas d'accord par contre quand tu dis qu'ils sont "terriblement égoïstes". C'est vrai si tu regardes par un bout de la lorgnette, c'est faux par l'autre, car la solidarité dans la lutte naît de la communauté d'intérêt vus par chacun d'abord à sa porte et dont on s'aperçoit ensuite qu'ils sont les mêmes que ceux du copain. C'est la société capitaliste, par l'unification des conditions d'exploitation dans l'entreprise, dans un pays, dans le monde qui fabrique la solidarité ouvrière sur des plans plus ou moins grands; ceci à partir des réactions "égoïstes" individuelles. Naturellement, un des buts des dirigeants par la structure des boîtes est d'empêcher ces "égoïsmes de se rencontrer. Je pourrai continuer sur ce thème, mais je reviens à la question du bulletin.

Il n'est donc pas question de concurrence, même pas de préparation, je dirai, c'est le plus important de ce qu'un camarade puisse faire, cette forme d'action dans un milieu social cohérent auquel il appartient et où s'affrontent des rapports de classe. Il ne s'agit pas non plus de copier ICO, mais dans l'esprit d'ICO de trouver, en tâtonnant bien souvent, la forme présente d'une telle action, qui n'est pas forcément celle d'ICO d'aujourd'hui, cette forme pouvant se modifier au fur et à mesure de la participation d'autres travailleurs ou selon les circonstances. Tous les camarades d'ICO peuvent, par contre-coup, en tirer profit.

Que devient ICO dans tout ça diras-tu? C'est un organe de liaisons, de communication d'expériences, de discussions, éventuellement de solidarité matérielle. Les travailleurs n'ont pas à découvrir ICO ce serait plutôt l'inverse, les camarades qui y participent essaient d'y saisir quelle est l'expérience particulière et totale des travailleurs et de la formuler, pour aider eux-mêmes et éventuellement tous les travailleurs à mieux saisir le sens de ce qu'ils vivent. Mais s'ils agissent sur le plan de leur entreprise, à retraduire en termes concrets et compréhensibles pour ceux qui les entourent, ce qui ne peut être fait de l'extérieur.

oooooooooooo

D'un camarade de Lyon.

Une information d'après notre copain de Carnaud, le^s syndicalistes CGT sondent les gars de cette boîte. Ils lancent l'idée de vouloir

compléter les jours de fête spéciaux¹⁸⁻ (Ascension, etc ...) par la 5^{ème} semaine de congés payés. Serait-ce le nouveau cheval de bataille des syndicats?

D'un camarade du Pérou.

Comme son nom l'indique, ICO se base essentiellement sur des informations directes des lieux de travail, et ce n'est nullement mon cas. Et envoyer des nouvelles puisées dans les journaux locaux ne peut qu'induire en erreur.

D'autre part, tout le travail théorique d'ICO consiste à dénoncer les syndicats. C'était justifié il y a 30 ou 40 ans, quand aux yeux de la très grande majorité les syndicats figuraient comme des organismes ouvriers authentiques. Il s'agissait alors de démontrer que déjà en ce moment-là, ils étaient devenus une pièce essentielle du mécanisme capitaliste de production. Que sans cette organisation, on ne pouvait point songer à une production de masse, avec le minimum de heurts et de dérangements. En Russie, dès le commencement, ils sont apparus comme l'émanation directe du pouvoir central ailleurs çà s'est fait par personne interposée, mais dans le fond le fonctionnement est le même. Ici ou ailleurs, dans les pays sous-développés ou surdéveloppés, encadrer les ouvriers et faire de sorte que l'exploitation se réalise, au maximum bien sûr, mais sans trop d'abus, est une nécessité sociale, et seuls les syndicats peuvent le faire.

Prendre aujourd'hui l'attitude des syndicats dans les petits et grandes boîtes, comme principal sujet de liaison, me paraît un peu enfoncer des portes ouvertes. De même qu'il ne vient à l'idée de personne des nôtres de dénoncer tel ou tel autre parti, de même il me paraît sans lendemain une critique incessante des syndicats. Que les ouvriers sur place soient obligés de se défendre, qu'ils découvrent tôt ou tard le rôle essentiel du syndicat, c'est évident. Mais comme on n'a rien à leur proposer, toute cette critique paraît tourner en rond.

Dans ma lettre précédente, je t'ai raconté notre discussion avec le Portugais qui s'est mis en rogne parce qu'on lui avait dit que dans les conditions historiques de ce moment, il n'y avait rien à faire du point de vue d'action militante. On a beaucoup de difficultés pour l'admettre, mais c'est pourtant la réalité.

C'est devenu banal de dire que dans ces 50 dernières années l'humanité a fait plus de progrès que pendant tout le temps depuis nos apparitions et que nous assistons à chaque instant à des bouleversements sociaux qui n'ont rien de comparable avec ce que nous avons connu il y a 30 ou 40 ans.

La seule chose à faire c'est, il me semble, étudier cette réalité galopante, tâcher de la relier au passé et prévoir le proche avenir.

D'une camarade de Bruxelles.

Il y a déjà quelques temps que j'ai reçu ta lettre et le ICO. J'ai demandé aux camarades d'Amsterdam d'écrire quelque chose sur Provo, ils sont plus aptes à vous donner une image exacte de Provo, parce qu'ils ont créé Provo. Ici à Bruxelles, il existe aussi des

Provos; bien sûr nous nous disons Provos, nous essayons de travailler avec les Provos, mais nous nous sommes aperçus que nous apprécions le mouvement Provo, en partant d'autres bases, d'autres points de départ. Et peut-être même assignons-nous un but, ou un domaine d'action plus limité au mouvement Provo, que nos camarades Hollandais.

Je crois que cette situation est tout à fait normale; 1) parce que nous nous réclamons de l'anarchisme et à cause même de cela, nous trouvons que du moment que nous sommes d'accord sur les grandes lignes, il est normal qu'une pensée, un idéal, ne puisse pas être ressenti exactement de la même manière par tous les individus qui s'y rattachent.

2) Nos camarades hollandais travaillent en Hollande au milieu de la jeunesse hollandaise, nous, nous nous trouvons en Belgique, dans un pays qui a d'autres problèmes, entre autre une renaissance plus qu'inquiétante du fascisme et où la jeunesse vit un peu moins à la "mode" de la jeunesse anglaise, américaine ou scandinave.

Par exemple, d'après ce que j'ai pu voir, les "Kroech", sortes de cafés où se réunissent de tous jeunes gens, souvent par bandes, sont beaucoup moins nombreux à Bruxelles qu'à Amsterdam.

oooooooooooooooooooo

une expérience ouvrière

La lettre ci-après est une réponse au texte publié dans le dernier bulletin (N°50) par un camarade de l'EDF (centrale d'Ambès, près de Bordeaux). Bien sûr elle ne prétend pas clore la discussion.

Nous avons scindé ta lettre, en deux parties, l'une contenant la critique d'ICO, l'autre le récit de ta bagarre à la centrale d'Ambès et les réflexions que cette lutte t'a inspirées.

En ce qui concerne la critique d'ICO, nous pourrions y revenir plus longuement dans une autre lettre car elle soulève un problème de fond autant qu'un problème de forme. Les deux points sont d'ailleurs étroitement liés: nous ne faisons pas une critique du syndicat qui puisse être dosée parce que nous ne pensons pas qu'une lutte à travers le syndicat (soit pour le réformer, soit pour le pousser à défendre les travailleurs, soit pour s'en servir comme moyen de propagande et d'agitation) puisse avoir une valeur quelconque. C'est une position de principe sur le rôle que le syndicat joue ou peut-être appelé à jouer dans toute société. Aussi ne faisons-nous pas le procès du syndicat ou des chefs ou délégués au nom de ce qu'ils devraient être. Nous essayons de comprendre et d'expliquer la fonction de chacun dans la société capitaliste, fonction dont les intéressés n'ont souvent pas conscience. Ceci, est la position de principe ou la ligne directrice qu'il faut essayer de dégager dans toute situation, même si, dans les faits, nous sommes bien contraints de tenir compte des syndicats, de leur action puisqu'ils existent dans la vie du travailleur au même titre que les dirigeants d'entreprise. Voir clair, le plus loin possible, sans rien se dissimuler, mais en même temps,

vivre la réalité de l'entreprise comme travailleur, telle que les travailleurs la vivent mais sans crainte de dire ce qu'on pense. Ce que tu dis sur le décalage entre ce qui est écrit dans ICO et les discussions sur le plan concret de l'entreprise, chaque camarade d'ICO le vit aussi: pour aucun d'entre nous, notre activité de travailleur n'est pas une propagande mais de pouvoir expliquer entremises concrets, à tout moment, des situations concrètes et d'aider aussi à dégager avec et pour tous le sens de leurs revendications et de leurs actions. Si prosaïque que cela paraisse, c'est infiniment plus difficile que de faire de la propagande pour une idée ou une organisation.

L'expérience que tu décris, la plupart des camarades d'ICO l'ont vécue dans leur entreprise, certains il y a plus de 15 ans, d'autres plus récemment (tu as dû en trouver des échos dans le bulletin). S'ils l'ont faite, cette expérience, de manière parfois sensiblement différente (c'est inévitable étant donné la diversité des structures capitalistes), toutes se présentent au fond dans des conditions sensiblement identiques:

- occupation d'un poste de responsable syndical d'entreprise avec le soutien des syndiqués assez indisposés par les méthodes des dirigeants des centrales.
- tentative de créer une vie autour de la section syndicale en menant parallèlement une discussion démocratique des questions revendicatives et d'action et un travail d'éducation sur des problèmes plus généraux.
- parfois réussite provisoire de cette activité à la faveur d'une revendication particulière.
- rupture de l'expérience qui bute sur des questions diverses ce qui entraîne lassitude chez les uns, découragement chez les autres, retour apparent à la routine antérieure et reprise-apparente- en mains par les bureaucrates syndicaux.

A notre avis, il faut essayer de dépasser ce niveau descriptif des choses et tenter de comprendre pourquoi tout se passe ainsi inévitablement dans la situation présente et pas autrement. Or ton texte s'il décrit bien l'évolution concrète de la tentative que tu as faite ne donne aucune explication. Ou plutôt si, il en donne une, celle-là même que l'on trouve souvent dans la bouche des dirigeants syndicaux, quand ils essaient de faire plier les travailleurs à leurs propres mots d'ordre et que ça ne marche pas: "ceux qui m'ont déçu, ce sont les ouvriers". Tu comprends que les délégués et bureaucrates syndicaux agissent comme ils le font pour la défense de leur syndicat et de leur place (c'est difficile parfois de faire la différence). Mais tu penses, parce que ton attitude, ta pensée sont "justes", que les travailleurs te suivront et qu'ils pourront avoir en permanence - guidés par toi- la "bonne" attitude. S'ils ne le font pas, c'est qu'ils sont des imbéciles et tu en arrives à souhaiter qu'ils bouffent de la merde pour comprendre (crois-tu que des travailleurs dans la misère réfléchissent et agissent mieux que des travailleurs bien payés- par exemple le sous-prolétariat- s'ils ont la révolte plus facile, n'en sont-ils pas plus alors irréfléchis et plus facilement entraînés par les généraux des partis?). Combien de fois n'ai-je entendu cette réflexion dans la bouche des cégétistes par exemple, lors des votes pour de Gaulle. Ne penses-tu pas pré-

cisement que ton échec et ton découragement viennent de ce que tu considères tout selon un schéma préétabli: tu detiens une "vérité", tu dois la transmettre et l'enseigner, si les autres la refusent c'est qu'ils sont des cons, ils n'ont même pas la reconnaissance de ce que tu es "bien bon" de t'occuper d'eux. Tes réflexions peuvent être rapprochées de celles de ce camarade de Voix Ouvrière qui nous écrivait: "Je crois que pour militer efficacement et honnêtement, il faut aimer les ouvriers de sa classe ..." (ICO, février 65- n° 36, P.14).

Nous considérons que nous avons au contraire à apprendre des travailleurs; c'est ce qu'ils veulent et faire à un moment donné que nous devons essayer à tout moment de dégager le sens réel, de l'exprimer, à proposer ou à impulser les formes d'action qui se dégagent à ce moment, à les pousser jusqu'aux limites que les travailleurs eux-mêmes leur assignent: à aucun moment nous n'avons à tenter d'en faire plus qu'ils ne jugent bon d'en faire. Nous ne devons être qu'un travailleur parmi d'autres; notre opinion n'a pas plus de valeur que celle de n'importe quel autre; nous l'exprimons mais, si elle n'est pas suivie, nous n'avons pas à en tirer des accusations ou des découragements; simplement essayer pour nous et pour tous d'expliquer pourquoi les choses se sont passées ^{ainsi} et pas autrement.

Ceci nous ramène à ce que tu as fait.

Quelques observations préalables, mais qui ont leur importance: La tentative d'un "travail" dans le cadre du syndicat (en dehors des critiques plus générales ci-dessus) est forcément ambiguë. Ce n'est pas une position de principe, mais la leçon de nos expériences.

Elle te colle forcément une étiquette et te contraint bon gré mal gré à endosser la politique de la centrale; elle crée des rapports "d'organisation à organisation" avec les autres délégués, avec les syndiqués, avec les autres travailleurs. Tout cela fausse totalement le contenu de mots comme "unité", "action", "éducation". Tout ce que tu fais prend inévitablement l'aspect d'une propagande et détermine des attitudes ... Cela ne peut absolument pas être évité.

Cette ambiguïté se retrouve vis à vis du syndicat lui-même. L'action de gars à la base sert tout l'appareil et constitue son assise même: sans cette activité - liée à la base à l'exploitation elle-même - les dirigeants syndicaux ne seraient rien et ne seraient pas des "interlocuteurs valables" pour le patronat et le gouvernement. Il est impossible de séparer comme on le fait le sommet de la base. La sincérité des militants de base ou leur intérêt particulier (ou les deux à la fois) est nécessaire pour que toute revendication soit canalisée vers le moule syndical, ce qui donne alors vie à l'appareil; il faut que des gars à la base croient à la possibilité d'une lutte par la voie syndicale pour que, avec le poids de sa légalité, le syndicat et les dirigeants puissent faire ce qu'ils font. On pourrait d'ailleurs ouvrir un débat sur cette question importante.

Pour en revenir à la lutte que tu décris, tu as cru que la cohésion momentanée créée par cette lutte était l'effet de ton action propre; la lutte passée, les relations travailleurs-syndicats-dirigeants redevenant ce qu'elles étaient avant, tu considères que les gars sont incompréhensibles et décourageants.

Quand tu as pris en mains la section et essayé d'impulser un courant permanent de discussion (donc de lutte, d'action), tu pensais qu'il suffisait de dire des choses "justes" pour "réussir". Une lutte est survenue à ce moment; peu importe l'enjeu, ici c'était une question de loyers qui intéressait personnellement et directement les travailleurs, ils sentaient qu'il était possible de lutter pour un problème commun, donc non susceptible de les diviser et faisant surmonter les divisions traditionnelles (syndiqués à différentes boutiques ou non syndiqués, catégories, situations personnelles). C'est toujours ainsi: la lutte soudait les travailleurs mais ce n'était pas l'effet de ce que tu avais fait: il y avait simplement une coïncidence qui pouvait prêter à confusion. Cette cohésion a contraint les délégués FO et CFDT, réticents d'abord à suivre et à afficher l'unité: ils avaient flairé le risque de perdre la face; il en est souvent ainsi dans toutes les luttes. La preuve qu'ils suivaient seulement, et passivement, attentifs au moindre relâchement pour reprendre leur "liberté", tu la donnes toi-même au sujet de la proposition de grève des heures supplémentaires: ils répondent "les gars ne suivront pas", mais ils hésitent car ils n'en sont pas sûrs; les gars suivent effectivement, en réalité les précèdent (souvent les mots d'ordre syndicaux sont ainsi lancés dans l'espoir qu'ils ne seront pas suivis; les travailleurs précèdent alors les centrales alors qu'en apparence ils suivent).

Les gars prêts à se battre sur un point précis qui les concerne, les limites de l'action apparaissent rapidement: il n'y a pas d'extension possible:

- ni vers les sommets syndicaux: ils ont donné leur accord avant sur les majorations de loyer et louvoient en attendant que les remous se calment.
- ni vers les autres centrales thermiques: les lettres appelant à une lutte commune restent pratiquement sans effet.

Quand les travailleurs perçoivent une telle situation, ils se démobilisent, car la lutte ne peut être permanente. Les délégués, trop heureux de l'aubaine, savent alors qu'ils peuvent reprendre leurs positions traditionnelles (tous les prétextes sont bons). Ce ne sont pas eux qui brisent l'action: elle est déjà brisée en réalité. Les travailleurs sont réalistes: sans phrases, ils perçoivent rapidement les possibilités et les limites d'une action alors que les délégués dirigeants empétrés dans le faisceau de leurs intérêts divers (autres que ceux des travailleurs) et coupés plus ou moins de la base cherchent encore à tâtons ce qu'ils peuvent tirer de ce qui est déjà mort.

La leçon à tirer de tout ceci, celle-là même que les camarades d'ICO OMT comprise à travers ce qu'ils ont vécu, c'est qu'il n'y a pas de place dans la société capitaliste actuelle pour une organisation permanente de lutte dans l'entreprise. Une telle organisation peut se créer au cours d'une lutte: plus ou moins nette, plus ou moins ambiguë, plus ou moins autonome, mais elle disparaît avec la lutte qui y avait donné naissance.

Vouloir créer un groupe de lutte permanent, mobiliser des travailleurs ne fut-ce que pour un travail d'éducation n'aboutit qu'à des échecs et à des découragements. Entreprendre une telle tâche c'est

méconnaître la réalité de la lutte de classes; et le découragement final éloigne encore plus de cette réalité.

La lutte de classes n'est pas le produit des "consciences de classe" individuelles, formées au cours du soir pour militants avec des discussions sur le mouvement ouvrier et la charte d'Amiens. Elle est le produit de la société capitaliste et des réactions présentes quotidiennes, individuelles ou collectives en face de cette exploitation telle qu'elle est maintenant. C'est à nous de comprendre ce qu'est cette lutte pour l'expliquer- et aider ainsi- à ceux qui le font et non de leur apprendre ce qu'elle doit être. Heureusement d'ailleurs: car la société capitaliste menacée par un danger secrète en permanence des anti-corps (la lutte de classes est ainsi en évolution permanente). Si nous devons attendre d'avoir "éduqué les masses" et d'avoir assez de "guides éclairés" dans toutes les usines pour que la lutte de classes soit effective, toutes les vies de tous les militants de partout n'y suffiraient jamais; d'autant plus qu'ils se trouveraient rapidement sur la touche et sans efficacité parce que les dirigeants se regimberaient.

Considère tout ceci comme l'amorce d'une discussion mais nous pensons que c'est cette seule ouverture qui peut te permettre de surmonter ton découragement en comprenant le sens de l'expérience que tu viens de faire.

lecture

MILITANT CHEZ RENAULT - Daniel Mothé - Editions du Seuil (collection Esprit)

C'est sans nul doute un livre à maints égards remarquable. Daniel Mothé a tenté une description et une analyse assez fouillée de la vie des travailleurs dans l'usine type Renault Billancourt. Que cette usine appartienne à une grande entreprise nationalisée d'une branche importante de l'industrie ajoute encore à l'intérêt du travail de Mothé. Pour nous qui avons connu la vie d'une grande taule, nous retrouvons dans celle d'une bien plus grande, la même atmosphère, les mêmes problèmes. Aux camarades qui travaillent chez Renault d'apporter éventuellement retouches et critiques.

C'est un militant qui écrit, d'où le titre, et le livre est évidemment consacré essentiellement aux problèmes qu'a eù à affronter ce militant et à l'expérience qu'il a vécue. Ce qui nous importe surtout, c'est l'analyse faite par l'auteur de son rôle de délégué et de celui des syndicats dans la vie de l'usine.

Commençons par une précision apportée par Mothé :

"En Grande Bretagne, les délégués-shop stewards - sont élus par les travailleurs de leur atelier, on sont les véritables représentants....Le fait que le shop-steward agisse à derrière lui la véritable volonté des travailleurs qu'il représente le rend bien plus efficace que le délégué syndical."

"En France, le délégué, le représentant des travailleurs sera choisi par le syndicat et c'est avant tout à sa centrale que le délégué devra rendre des comptes..." (p. 101)
"Le militant... sera harcelé par son syndicat... et par un parti peut être, exigeant lui aussi sa dépersonnalisation."

"Il sera dissocié de son groupe, de sa classe, parce que les problèmes qu'il est destiné à résoudre vont se dérouler derrière un écran bureaucratique." (p. 95)

D'où évidemment , ce que signale Mothé :

"la véritable cause de l'animosité des travailleurs qui mettent dans le même sac dégués , maîtrise et direction vient du premier pas qu'ont accompli les délégués dans l'intégration et du fait qu'ils sont devenus des intermédiaires " (p. 112)

Donc , c'est clair. Le militant, s'il devient délégué , sait à quoi il s'engage. L'autour , notamment , ne l'ignorait pas en commençant son expérience .

Quant à l'activité et au rôle des syndicats chez Renault , Mothé ne nous apprend rien de nouveau , mais il donne des précisions et c'est utile . Voir notamment " La règle du jeu " pages 25-6-7 .

Le rôle des syndicats est bien de collaboration et même de collusion avec la Direction . L'activité syndicale doit toutefois conserver un aspect contestataire partiel (le système capitaliste n'étant pas en cause) nécessaire pour réaliser l'encadrement des travailleurs , encadrement souhaité par la direction , et qui se superpose à celui que celle ci réalise elle même grâce à son système hiérarchique .

Mothé nous dit aussi comment la direction sait octroyer des postes bien rétribués à des militants de valeur.

" Cette toile d'araignée tissée autour des militants et des organisations se fait la plupart du temps d'une façon tacite , pour ne pas dire naturelle , et le tact et la discrétion employés par la direction pour ce genre de compromission sont dignes d'éloges tellement elle a le souci et le soin d'éviter d'inutiles remous de conscience (P . 52)

C'est dans le chapitre intitulé " A la recherche d'une idéologie " que Mothé présente le lecteur à sa conclusion , et notamment dans les quelques pages de ce chapitre consacré aux minorités révolutionnaires. On s'attend à ce que ce militant qui a appartenu à différents groupes d'extrême gauche renonce à son affiliation à F O et à son titre de délégué pour rentrer dans le rang . Mais pas du tout .

Voyons de près ce qu'il dit des minorités révolutionnaires .

"La première chose qu'ils refuseront (les minoritaires) , c'est la règle du jeu , le compromis . Ne sont ils pas des militants destinés à combattre le capitalisme ? Alors ils refuseront les lois du combat que leur impose la société dans laquelle ils vivent Ils préfèrent la guérilla à la guerre conventionnelle " (p . 159)

"L'activité revendicative de ces militants , quand cette philosophie (celle du refus) ne les paralyse pas , est essentiellement destructrice et souvent irresponsable , dans la mesure où une activité destructrice est fondamentalement irresponsable ."

"Ce refus d'aborder les problèmes , ce nihilisme dans lequel s'enfoncent souvent les meilleurs militants , est la conséquence d'un monde syndical et politique qui n'est plus à leur dimension...." (p . 165)

Un chapitre consacré aux revendications permet à Mothé de poursuivre la préparation de sa conclusion .

Après avoir constaté , ce qui est exact , que l'ouvrier moderne " a subi l'ablation de la responsabilité " ... "et se trouve , la plupart du temps dans l'incapacité de vouloir participer à la gestion , aussi bien de son atelier que de la société", Mothé s'indigne:

"Et le syndicalisme, qu'a-t-il fait contre cela?... Il faut préparer les travailleurs à assumer les responsabilités.... Ils faut qu'ils envahissent la société d'aliénation , qu'ils grignotent peu à peu la responsabilité , qu'ils s'y installent de façon à ne plus en être délogés. C'est le sens que doivent prendre aujourd'hui nos revendications. "

Pour bien montrer qu'il reste un authentique militant de base , Mothé ajoute :

" Le réformisme et le stalinisme revendiquent des places et des responsabilités pour leurs appareils et leurs clans . Nous militants , avons à revendiquer la diffu-

L'adresse aux révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays a fait l'objet d'un tirage en cinq langues (BP 307-03 Paris) Nous reviendrons sur ce texte.

TOUS ENSEMBLE (Bulletin du Groupe de la Sarthe des Amis de l'Ecole Emancipée-tendance syndicaliste révolutionnaire du syndicat autonome de l'éducation nationale F E N) Guihaumé -17 rue de Londres 72 Coullaines) n° 2 - Le titre se réfère à un mot d'ordre lancé par un groupe trotskyste (La Vérité) en 1963-64 (voir la brochure d'ICO Nantes St Nazaire) et dont nous avons déjà signalé la confusion: tous ensemble...cadres et travailleurs, appareils syndicaux et travailleurs? Ce numéro est consacré aux pays sous développés. Pour arriver à une "stratégie du mouvement ouvrier" c'est à dire à "l'organisation internationale du prolétariat". Avec des retours dans le passé: "Si les appareils avaient organisé leur action"

Nous avons été surpris de retrouver dans un article sur le Viet Nam les deux tiers d'un article paru dans ICO de mai 1965 (exposé d'un camarade). Mot pour mot sauf quelques phrases clés de ci ce là qui démolissent le mythe de la "révolution ouvrière et paysanne". Et pas une citation d'ICO dans la bibliographie donnée à la suite. Est ce parce que ce numéro contient une étude sur la question nationale qui conclut bien différemment? Amorce d'un débat qui aurait pu aller beaucoup plus loin.

PROGRAMME COMMUNISTE (bordighiste -pour la restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire-BP 375 Marseille Colbert)- avril juin n° 35 -Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie -fin d'une série d'articles sur le mouvement social en Chine -Le XXIII eme congrès du PC russe.

INFORMATIONS OUVRIERES (n° 291-2-3) -39 faubourg du Temple - Paris -10eme) Résolutions syndicales style proclamations pour la grève du 17 mai en vue d'une campagne de signatures (chacun ses pétitions: les syndicats vers les patrons, les trotskystes vers les syndicats) "afin que la volonté de la classe ouvrière impose la Front Unique ouvrier"

4 pages sur "la guerre moteur de l'économie impérialiste" et quatre autres sur "le processus de reconstruction du parti" présenté comme une critique d'un militant du PC. REVOLTES (BP 122 Paris) n° 27 -juin 66 diffuse les mêmes thèmes; cela sort de la même organisation. Et toujours le bluff dont nous avons déjà parlé. Le plus gros à propos d'un local présenté comme le "résultat appréciable d'un combat" et qui n'est autre que celui occupé depuis longtemps par la Vérité. Polémiques avec un autre groupe trotskyste la J C R (dont on parle aussi dans Voix Ouvrière à propos d'une manifestation contre la guerre du Viet Nam): chacun se dispute la clientèle étudiante.

Revoltes et Informations Ouvrières viennent de sortir une brochure "AUTOMATION ET REVOLUTION" qui, à part une introduction de quelques pages, avec le point de chute inévitable sur l'organisation, est la reproduction textuelle d'un rapport syndical à une conférence des syndicats socialistes allemands. Le texte ne concerne lui même que l'automobile et seuls les camarades de ces boites peuvent juger ce qu'il vaut.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE (21 rue Jean Robert Paris) n° 516 et 517-

Nous avons déjà parlé de l'article sur la grève des fermes d'Herstal qui fourmille d'inexactitudes (sans doute des choses trop dures à dire sur le rôle des syndicats) Hommage à Maurice Chambelland - Articles bien traditionnels sur le Front Populaire- Le n° 516 attaque ICO (voir Liaisons) et ironise sur la présente rubrique: on attend que la R P en publie une semblable et même plus large par exemple sur tous les bulletins et journaux des syndicats puisqu'ils sont "résolument syndicalistes".

LETRE DES OBJECTEURS (n° 9 SOC -3 Impasse Chartière Paris 5eme) publie un document important pour les jeunes: Le STATUT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE et la manière détaillée de s'en servir.

Ile de France (bulletin trimestriel de I.P.E.M. 29 rue D'Ulm- Paris)

Front Noir (B.P. n° 9- Paris 12ème)- Cahiers N°9 avril 66- Réflexions sur l'art et le travail (texte sur la paupérisation).

Le Monde Libertaire -(N°124- Juillet-Août 1966- 3 rue Ternaux- organe de la F.A.)- découvre les provos à l'occasion des événements d'Amsterdam- La civilisation des loisirs.

L'anarcho-syndicaliste (mai 66-n° 68)- Gatincau- Groupe scolaire Pasteur- St Florent Niort) parle du 17 mai et se proclame "au service du syndicalisme- Découverte de l'auto-gestion en régime capitaliste à propos de la coopérative "l'Avenir des ouvriers

charpentiers menuisiers de Niort" ; l'article ne s'attache pas suffisamment à montrer les limites des coopératives ouvrières de production qui finalement subissent tous les impératifs de l'entreprise et du marché capitalistes, librement acceptées par les membres au lieu d'être subies. Finalement les travailleurs de ces entreprises sont exploités dans les mêmes conditions qu'ailleurs.

POUVOIR OUVRIER (22 rue Léopold Bellan Paris 2ème) n° 78 - juin 66 - Juin 36 et le Front Populaire - la grève des marins anglais - fin de l'article sur l'impérialisme en Asie .

Bulletins régionaux anarchistes - de Nanterre (n° I mai 66) - de Lyon (Le Drapeau Noir) dépendant de la Fédération anarchiste et défendant les mêmes positions syndicales .

NOIR ET ROUGE (Lagant - BP 113 Paris) n° 34 - Début d'article sur l'autogestion en Algérie - La foi anarchiste - la raison anarchiste - le service de défense - sur Bakounine

LUTTE DE CLASSE (Renault - 73 rue Blanche - Paris) Juin - Juillet 66 - Sous le titre "Correspondance" exposé des positions de ce groupe (G L A T) Des positions proches de celles d'I C O sur les syndicats, sur le mouvement ouvrier, sur les syndicats: "La classe ouvrière ne peut vaincre le capitalisme que par la formation d'organes de classe (assemblées d'atelier ou d'usine, comités de lutte, conseils ouvriers) qui permettent aux travailleurs de prendre en mains la direction de leur lutte". D'accord - "Aide matérielle aux travailleurs" qui veulent lutter ou même simplement donne leur avis, "les" aider à prendre conscience du sens de leur propre combat et des moyens d'actions qu'il nécessite" encore d'accord. Mais alors pourquoi réintroduire la notion de "parti" après l'avoir démolie, au nom de la disparité du capitalisme (après tout, le léninisme, le stalinisme se justifiaient aussi ainsi). Est-ce pour utiliser les "têtes pensantes"?

Il nous semble y avoir une contradiction de taille entre l'affirmation d'une totale autonomie d'un mouvement ouvrier et le rôle dévolu à l'organisation. Si les travailleurs ne peuvent vaincre qu'en prenant en main la direction de leur lutte, pourquoi vouloir organiser un minimum de liaison. Cela paraît aussi être le but d'ICO mais pas sur la base d'une "minorité organisée" sous la forme parti. Il y a dans tout le fond de ce texte une équivoque de mots que l'on retrouve sous la plume de ceux qui parlent de C.C. tout en gardant la notion de parti. Suffit-il d'affirmer qu'en toute circonstance la direction du mouvement ouvrier ne peut-être exercée que par les travailleurs pour qu'une "minorité organisée ne puisse s'attribuer un rôle dirigeant". Nous disons carrément non avec toute l'histoire du mouvement politique et syndical sur le plateau. Ces mêmes camarades qui affirment si haut la pureté de leurs intentions affirment quelques lignes plus haut à propos de la grève Rhône-Poulenc (voir ICO) "les mêmes travailleurs ne songeant nullement à constituer une organisation qui leur aurait permis de triompher" (comme la réalité est vite expédiée et déformée). Si en cette circonstance - la "direction" du mouvement - voulue par l'ouvrier était de ne pas constituer un comité de lutte? Par exemple parce qu'ils percevaient qu'une telle lutte - dans le contexte global perçu par les travailleurs mais mal par les conseillers - n'avait aucune chance de "triompher". Il faut vraiment être loin d'une entreprise, de la réalité des travailleurs pour sortir ainsi des "vérités premières".

Publications de langue anglaise: "Direct Action": 34 Cumberland Road - London E.17 - mai 1966 - Les trotskystes et la grève générale de 1926 - En Irlande, grèves et menaces de grèves. - Juin 1966: La première grève générale des marins depuis 1911 - Pauvreté croissante en Angleterre - Après la grève générale de 1926 - L'action des petits paysans en Irlande -

"Solidarity" Vol. 4N°2 - 197 Kings Cross Road London WC1
Les conditions de travail d'un conducteur de locomotive - La musique bourgeoise 2ème partie - Black-out par H.W. Morton - version abrégée d'une brochure publiée par "Rebel Worker" de Chicago - C'est le récit du comportement de la population de la région et de la ville de New York lors de la longue panne de courant survenue le 9 nov. 1965. Tout s'est si bien passé qu'on se demande à quoi servent les flics et tout l'appareil étatique.

"Industrial Worker" mai 1966 - 2422 North Halsted Street Chicago, Ill 60614 - Remarque: "La pauvreté tue", notamment dans les camps de travailleurs itinérants - "Des chansons d'Afrique du Sud parlent de liberté" - "George Underwood expose les conditions de travail des ouvriers agricoles de la Yakima Valley" -

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER